

de ce mauvais vouloir et à ne pas supprimer, à mesure qu'elles se produisent, toutes les chances sur lesquelles il peut compter. La paix, bien qu'achetée par de pénibles sacrifices, n'en a pas moins été un grand bienfait ; reconnaissons-le, sans oublier non plus que la paix n'a fait qu'ajourner l'explosion des volontés hostiles, et ne les a pas converties. La paix d'ailleurs, n'a pas, pour asseoir et consolider une dynastie, l'efficacité souveraine de la guerre, et si la crainte bien légitime d'une conflagration générale a dû faire renoncer le gouvernement français à tirer parti des chances que la guerre lui offrait à l'origine, du moins serait-il d'une politique prudente de tourner les événements en sa faveur, de multiplier et d'affermir ses alliances, d'aplanir les difficultés à mesure qu'elles se produisent, de mettre le temps dans son parti et de chercher à rendre sa position tellement nette et tellement forte, que ses ennemis les plus décidés perdissent la tentation de l'attaquer.

En partant de ce principe, il nous semble que la France ne peut, sans se manquer à elle-même, rester spectatrice impassible d'une lutte dont l'issue peut établir à ses portes un ami ou un ennemi. Présenter le succès ou la ruine de la révolution espagnole comme une alternative indifférente nous paraît donc un sophisme indigne de réfutation sérieuse. Si appauvrie et si désolée que soit aujourd'hui l'Espagne, elle ne forme pas moins une masse de douze millions d'hommes, et l'alliance ou l'inimitié d'une nation de douze millions d'hommes ne saurait, quoi qu'on dise, être considérée comme un accident sans valeur.

Je ne veux point faire intervenir ici les sentiments d'humanité. On aurait pu peut-être, dans d'autres temps, trouver beau de soustraire à la barbarie qui l'envahit chaque jour une nation voisine, en proie à une crise que nous lui avons inoculée, victime de nos exemples et dupe de nos encouragements. Nous savons que le siècle se fait positif et qu'il se refuse aux générosités dispendieuses ; aussi laisserons-nous de côté les considérations de sentiment pour ne parler que le langage de l'intérêt, c'est un langage universellement compris de nos jours.

Commercialement parlant, nos provinces du Midi ont déjà beaucoup souffert des troubles de la Péninsule, et l'on peut affirmer, sans exagération, que les pertes qu'elles ont supportées depuis cinq ans eussent été plus que suffisantes pour payer les frais d'une dé-

monstration énergique. Il faudrait d'ailleurs ajouter à la suppression de leurs affaires courantes le dommage bien plus grand qu'elles éprouvent à être privées des débouchés importants que la paix leur eût ouverts. Toute paralysée qu'elle est aujourd'hui, l'Espagne participe néanmoins à tel point à l'activité industrielle, qui est le fait dominant du siècle, que douze ou quinze bateaux à vapeur tant anglais que français desservent mensuellement les points les plus importants du littoral, qui n'en avait pas un seul il y a six ans. Une fois le pays pacifié, les habitudes et les besoins de la vie française contractés par tant d'Espagnols durant l'émigration donneraient lieu nécessairement à de nombreuses demandes dont notre commerce profiterait. Mais tout cela est encore secondaire ; à vos yeux, la question politique prime tout.

L'Europe est en paix, cela est vrai en ce sens du moins qu'on ne se bat nulle part ; à cela près toutes les puissances se tiennent sur le pied de guerre, et nous voyons, à chaque mesure un peu compromettante réclamée par l'opinion, le gouvernement se retrancher derrière les éventualités et s'autoriser de l'état précaire de l'Europe et des événements possibles pour opposer à tout ce qui engagerait l'avenir un perpétuel refrain d'inopportunité. En effet, tant que le gouvernement de juillet ne se sera pas fait accepter à l'Europe par quelque coup décisif, le roi Louis-Philippe, considéré des cours étrangères en raison de ses talents, ne sera jamais pour elles qu'un bâtard de bonne maison qu'elles supporteront sans l'adopter, et l'on verra se prolonger cet état faux, ces relations équivoques qui ne sont ni la paix ni la guerre et qui fatiguent et démoralisent l'opinion. Le chef de la nouvelle dynastie a eu jusqu'ici beaucoup d'habileté et de bonheur. Le duc de Reichstadt est mort, la duchesse de Berri s'est déconsidérée, la république s'est follement compromise et s'est fait écraser. Il semble que, fortifié par tant de succès, son gouvernement aurait dû prendre à tâche de vider une à une toutes les difficultés de la position. C'est ce qu'on n'a point fait ; après s'être montré habile à l'intérieur, on a déployé dans les questions extérieures un esprit de temporisation qui n'a peut-être de la sagesse que les apparences. La question belge n'est point terminée et peut d'un moment à l'autre amener un conflit ; la question espagnole n'est guère plus avancée que le premier jour, et en cas de guerre il y aurait là une belle ouverture laissée aux légitimistes et au duc de

Bordeaux, qui, d'ici à quelques années, devra, sous peine de déshonneur, faire sa tentative. En pareille occurrence, le camp de D. Carlos, aujourd'hui si peu redoutable, serait un mauvais voisinage pour nos provinces méridionales. Nous ne sommes pas de ceux qui désespèrent facilement des destinées de la France, et nous croyons que même, en mettant toutes choses au pire, elle saurait défendre ses conquêtes et faire encore une fois front de tous côtés. Mais enfin pourquoi faire soi-même un pont à ses ennemis, pourquoi ne pas mettre la paix à profit pour liquider ce vieux reliquat de la restauration ? Est-ce de la prudence, est-ce de la dignité que de laisser déployer impunément depuis cinq ans sur sa frontière un drapeau publiquement salué des vœux de tous ses ennemis ? Quand un intérêt est si direct, si prochain, la prudence qui le sacrifie n'est plus de la prudence, et elle doit recevoir un nom moins honorable, à moins, toutefois, que ce que demandent l'honneur et l'intérêt du pays ne présente dans l'exécution d'immortelles difficultés.

Aussi les partisans de la neutralité de la France n'ont-ils que faiblement contesté les avantages qu'il y aurait, pour nous et pour notre commerce, à pacifier l'Espagne et l'attitude tout autrement imposante que nous donnerait, vis-à-vis de l'Europe, D. Carlos écrasé et le gouvernement constitutionnel définitivement affermi dans toute la Péninsule. C'est sur les difficultés qu'on s'est rejeté.

Nous serons bien aise de nous arrêter un peu sur ce point, car il nous semble que les difficultés d'une intervention en Espagne ont été monstrueusement exagérées. Il n'y a rien de difficile comme les choses qu'on ne veut pas faire ; mais nous croyons que les hommes qui ne veulent pas entreprendre sont de mauvais juges des difficultés de l'entreprise, parce qu'ils tiennent compte de tout, excepté de l'énergie et de la volonté, cette puissance souveraine à qui rien n'est difficile.

L'intervention devrait naturellement rencontrer des obstacles en Espagne, en Europe, en France ; examinons rapidement la portée réelle de ce triple danger.

Quant aux difficultés qu'une intervention rencontrerait en Espagne, elles seraient tout à fait subordonnées à la manière dont l'intervention serait conçue et exécutée. Certainement, s'il fallait, ainsi l'ont soutenu les orateurs du gouvernement, jeter cent mille hommes de l'autre côté des Pyrénées et occuper toute la Péninsule

pendant dix ans, s'il fallait pendant dix ans se faire le tuteur et le pédagogue d'une nation tout entière, ce serait là une entreprise que pas un homme sage ne voudrait conseiller. Une pareille entreprise a quelque chose de chimérique ; mais, si l'on réfléchit que ce plan gigantesque a été présenté par ceux-là même qui conseillent à la France une inaction complète et indéfinie, ne sera-t-il pas permis de croire qu'on a exagéré ses demandes afin de se faire plus sûrement refuser ? Quant au projet si habilement développé par M. Thiers et connu sous le nom de coopération, il nous paraîtrait de nature à décider complètement la question, surtout si, en même temps qu'on agirait militairement contre D. Carlos, on négociait avec la cour de Madrid la reconnaissance des *fueros* des provinces. Le prétendant, isolé des populations basques, ne représentant plus les libertés locales, et réduit au contraire à n'être plus qu'un symbole de ruine et une cause de dévastation, ne tiendrait pas six semaines devant vingt-cinq mille Français bien commandés. En combinant ainsi l'action militaire et diplomatique, le succès ne pourrait être douteux, parce que, je le répète, les Basques sont horriblement fatigués de la guerre, très-dégoûtés de D. Carlos, et que voilà déjà deux ans qu'un de leurs chefs les plus importants a avoué qu'à la première apparition du drapeau tricolore ils saisiraient tous avec empressement l'occasion honorable d'en finir.

Or, D. Carlos éloigné et les provinces pacifiées, voilà ce qui importe à la France. On dit : mais l'Espagne, dans la situation où elle se trouve, aurait encore bien des plaies à guérir, bien des questions à résoudre pour lesquelles elle aurait grand besoin de notre appui. Eh ! qui doute que bien du temps, des soins et des efforts ne soient nécessaires pour effacer les traces d'une révolution de trente ans ? Mais enfin la guerre civile n'est-elle pas la plus grave difficulté de la situation, et si l'Espagne a pu la supporter depuis cinq ans, pourquoi, en appliquant aux besoins de l'état de paix les forces qu'elle dépense dans la guerre, ne pourrait-elle pas dominer sa situation et reprendre son rang parmi les nations ? Mais d'ailleurs, au point de vue français, le principal intérêt n'est-il pas l'expulsion de don Carlos ? et dût l'Espagne se débattre encore longtemps contre ses voleurs, ses contrebandiers, contre son administration plus redoutable et plus onéreuse encore, la France n'aurait-elle pas gagné la partie

le jour où la question dynastique serait définitivement hors de cause ?

On a beaucoup insisté sur la position délicate qu'auraient les Français en Espagne, environnés de partis contraires qui se disputeraient leur appui et qui parviendraient peut-être à les compromettre ; et à ce sujet on a rappelé la lutte de 1808. Pourquoi n'a-t-on pas plutôt rappelé 1823 ? En 1808, la nation espagnole tout entière avait été trompée, insultée, la querelle était nationale, et pourtant partout où les Français ont séjourné, partout où ils se sont comportés avec justice et modération, comme par exemple en Aragon et en Catalogne, sous les ordres de Suchet, ils ont vécu en très-bonne intelligence avec les populations et y ont laissé des regrets après eux. Et en 1823, où le parti constitutionnel avait une bien autre importance que les carlistes aujourd'hui, quelle facilité à se soumettre ! Or il faut remarquer que l'Espagne est bien plus lasse aujourd'hui qu'en 1823, qu'elle ne s'agite que faute de trouver une main assez forte pour la maintenir, et que le gouvernement constitutionnel débarrassé de D. Carlos, pouvant disposer de son armée et retrouvant du crédit, aurait plus de force qu'il n'en faut pour contenir un pays qui ne demande plus qu'à se reposer. Je crois donc, avec tous ceux qui ont vu l'Espagne de près, qu'une intervention efficace, suffisante pour abattre D. Carlos, redonner de la force au gouvernement et amener entre Madrid et les provinces une transaction équitable, serait une entreprise facile, peu dispendieuse et qui exigerait beaucoup moins de temps qu'on ne paraît le croire généralement.

Une des raisons les plus péremptoires qu'on ait fait valoir contre l'intervention, ç'a été, sans contredit, l'opposition qu'une pareille démarche rencontrerait de la part de l'Europe. Si vous mettez trente mille hommes en Espagne, a dit le ministre des affaires étrangères, il en faudra mettre deux cent mille sur le Rhin. A la sensation produite par ces paroles, il a été facile de voir que la question était jugée. Pour nous, nous l'avouons, la prophétie fût-elle exacte, nous eussions mieux aimé qu'elle ne fût point portée à la tribune. Quand on a l'honneur de représenter vis-à-vis de l'étranger les intérêts et la dignité d'une nation comme la France, il est au moins de mauvais goût de se faire, auprès de son propre pays, l'interprète des menaces de l'Europe, et un pareil langage est si peu dans les habitudes françaises, qu'il a dû en coûter beaucoup au ministre de le

tenir et à la chambre de l'entendre. La paix est, sans doute, une fort belle chose ; mais il nous semble que c'est un mauvais moyen de la conserver que de la demander si humblement, et de tout sacrifier à la peur de la guerre. L'Europe, d'ailleurs, a-t-elle et peut-elle avoir à notre égard des dispositions si belliqueuses ? aurait-elle tant à gagner à la guerre ? et la question d'Espagne est-elle pour elle si importante qu'elle voulût tout risquer pour nous empêcher de passer les Pyrénées ?

Remarquons d'abord que, dans toute l'Europe, il n'y a que deux puissances, la France et l'Angleterre, qui aient en Espagne des intérêts de commerce. Pour la Russie, pour la Prusse, pour l'Autriche, elles ont réellement peu de chose à perdre ou à gagner dans la querelle qui s'agite ; leur commerce, leur navigation, leurs intérêts matériels sont entièrement hors de la question. Quant à l'Angleterre, les intérêts qu'elle a en Portugal et la solidarité qui unit les destinées des deux royaumes péninsulaires lui font désirer aussi vivement qu'à nous le succès de la cause constitutionnelle. Si l'Europe se décidait à la guerre, ce serait donc exclusivement pour la plus grande gloire du principe de la légitimité. Mais, en vérité, ce serait s'y prendre un peu tard. Comment ! elle a assisté l'arme au bras à la chute d'une dynastie de huit siècles, et à l'érection d'un trône révolutionnaire ; elle nous a laissé fonder à nos portes le royaume de Belgique ; elle nous a laissés aller à Anvers, en dépit des intérêts prochains pour lesquels la Prusse et la Russie pouvaient craindre, en dépit surtout de la tiédeur de l'Angleterre, notre seule alliée ; elle nous a regardés faire à Ancône, et, aujourd'hui seulement, elle s'aviserait de se gendarmer parce que nous irions donner le coup de grâce à une royauté déjà plus d'à moitié estropiée, dont elle sent si bien la faiblesse qu'elle n'a pas encore osé la reconnaître ; et, après s'être résignée de bonne grâce depuis huit ans à tant d'événements désagréables, elle choisirait précisément, pour témoigner sa mauvaise humeur, une question dans laquelle le concours franc et entier de l'Angleterre nous est assuré ? Cela est-il probable ? Et puis, avant de nous déclarer la guerre, nous croyons que l'Europe y regarderait à deux fois. Si nous l'avons un peu trop oublié, l'Europe se souvient de notre savoir-faire en ce genre ; elle sait que nous sommes la seule puissance qui possède à la fois des hommes et de l'argent ; elle sait qu'elle ne pourrait plus compter sur les subsides de l'Angleterre ;

la Prusse embarrassée de ses querelles religieuses, est obligée de prendre garde à ses provinces du Rhin ; l'Autriche et la Russie, qui ont l'une l'Italie, l'autre la Pologne à surveiller, savent parfaitement que nous sommes alertes et dispos, et libres de tous nos mouvements ; elles savent enfin que, si l'on nous poussait à bout, nous avons, dans notre vieux vocabulaire de la révolution, des mots qui ne sont pas encore tout à fait usés, et qui pourraient leur causer de sérieux désagréments. Ce ne sont pas là des rodomontades de nationalité, c'est l'expression pure et simple de la situation respective des puissances.

Il y a de plus une considération importante sur laquelle il convient de s'arrêter.

La Russie et l'empereur Nicolas jouent un grand rôle dans les patriotiques espérances de nos vieux légitimistes ; ils aiment à se le représenter comme un nouveau Nabuchodonosor destiné, par la Providence, à châtier une nation oublieuse et rebelle. Nous ne voulons point décourager des vœux si respectables en faisant remarquer que ce redoutable exécuteur des hautes-œuvres de la justice divine a été deux ans sans pouvoir venir à bout de la Turquie, un squelette épuisé, et qu'il lui a fallu une année toute entière pour réduire en Pologne une poignée de soldats héroïques rassemblés à la hâte ; nous ne voulons point insister sur l'impuissance financière de ce colosse aux pieds d'argile ; nous nous bornerons à une seule remarque. La Russie convoite depuis longtemps l'héritage des sultans, et elle sait que l'Angleterre ne lui cédera pas sans coup férir l'empire de Constantinople et la route de l'Inde ; or, quelque zélé pour la légitimité qu'on nous représente le czar, nous croyons qu'il est des intérêts de position qui dominent les sentiments personnels les plus forts, et que la Russie, qui n'a rien à attendre ni rien à prétendre en Occident, n'ira pas, de gaieté de cœur, se mettre sur les bras un ennemi comme la France, dont l'attitude en Orient pourrait, d'un jour à l'autre, devenir si décisive pour elle.

Mais nous allons plus loin ; nous croyons que le gouvernement français, en prenant, il est vrai, un autre langage et une autre attitude, serait en mesure de faire accepter pacifiquement par l'Europe son intervention en Espagne. Si notre gouvernement eût dit aux gouvernements de l'Europe : « Je suis le produit d'une révolution » qui pouvait mettre le monde en feu et ébranler tous les trônes ;

» j'ai dompté et contenu cette ardeur de renversement, c'est à moi
 » que vous devez la paix et l'existence; j'ai respecté le droit des
 » souverains jusqu'au point de me faire accuser de faiblesse; j'ai
 » laissé la Russie aller à Varsovie et à Constantinople; j'ai laissé
 » l'Autriche remettre l'Italie sous le joug; j'ai sacrifié au désir de
 » la paix les vœux et les sympathies de la portion la plus énergique
 » de la France; je vous ai laissés faire vos affaires, j'entends qu'on
 » me laisse faire les miennes; j'ai supporté l'absolutisme chez vous;
 » vous, vous respecterez la liberté chez moi. L'Espagne s'est donné
 » un gouvernement libre, je l'ai reconnu; elle me demande de l'ai-
 » der à soumettre un parti qui la trouble et qui me trouble moi-
 » même; c'est une affaire qui ne regarde que moi; je me rends à
 » ses vœux et j'attends de vous la même tolérance dont j'ai fait
 » preuve à votre égard. »

Quand on parle de la sorte, qu'on s'appelle le roi des Français et qu'on a pour appuyer sa harangue quatre cent mille baïonnettes régulières et trois millions de gardes nationaux, on a plus qu'il ne faut pour convaincre et pour persuader.

Ce n'est, je le crois, ni en Espagne, ni en Europe, mais en France, qu'il faut chercher les seuls obstacles sérieux qui s'opposent à l'intervention. Dire que la France a intérêt à terminer les affaires d'Espagne, mais que l'entreprise est au-dessus de ses forces ou de son audace, ce serait une véritable dérision. La France a accompli des travaux plus difficiles, et, sans aller si loin, la restauration, placée vis-à-vis de l'Europe et de la France dans une position bien moins heureuse que le gouvernement de juillet, la restauration a su faire accepter à l'Europe une intervention en Espagne bien plus grave et bien plus importante que celle dont il s'agit aujourd'hui. Disons-le franchement : si la France n'est point intervenue, ce n'est pas par crainte des menaces de l'Europe ou des résistances de l'Espagne, c'est tout simplement qu'elle n'a pas cru nécessaire d'intervenir; ce n'est pas la force ou le courage, c'est la volonté qui lui a manqué; nous ne faisons aucune difficulté de le reconnaître. Le gouvernement et les chambres ont par deux fois repoussé l'intervention, et, loin d'en appeler, selon l'usage des vaincus, des chambres à l'opinion publique, nous reconnaissons volontiers que les chambres ont été, sur ce point, les représentants fidèles de l'opinion; que l'intervention est peu populaire en France, et ne soulève aucune-

ment les sympathies du grand nombre. Au lieu de nier cette tiédeur, nous aimons mieux l'expliquer et la combattre ; car rien n'est infaillible en ce monde, pas même les majorités, qui, trop souvent, se laissent détourner de l'intérêt réel des questions par des circonstances secondaires ou accidentelles. La popularité de la mesure est fort peu de chose à nos yeux. A quoi tient, en effet, cette popularité ? Si l'on n'eût pas fait de l'intervention une question de personnes et de cabinet ; si le gouvernement, qui, en 1835, hésita un instant, s'était décidé pour l'affirmative ; s'il eût employé son crédit, son influence, l'éloquence de ses orateurs et le talent des écrivains à prêcher l'intervention ; si la thèse que nous soutenons ici, nous, écrivain obscur et sans autorité, avait été développée à la tribune et dans la presse avec l'appui et au nom du gouvernement, cette impraticable et dangereuse intervention aurait été jugée tout aussi universellement pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour une mesure parfaitement simple, parfaitement réalisable et tellement indiquée par l'intérêt et la dignité de la France, que l'Europe, qui, après tout, n'a rien à y voir, et qui n'affecte, par moments, de désirer la guerre, que parce que nous prenons peut-être trop de soin pour l'éviter, nous aurait regardés faire, ainsi qu'elle l'a fait déjà dans des circonstances plus solennelles. Le gouvernement s'y est pris tout à fait comme il fallait s'y prendre pour dégôûter les chambres. Au lieu d'aller de l'avant et de venir dire ensuite aux députés : Voilà ce que nous avons fait dans l'intérêt du pays, il est venu leur dire d'abord : Messieurs, voulez-vous nous donner cent mille hommes et cent millions ? C'est là la marche à suivre avec les chambres toutes les fois qu'on voudra se faire refuser. Le procédé est infaillible, les chambres ont suivi leur pente et leur mission ; mais nous croyons que le gouvernement sur ce point a manqué à la sienne, en faiblissant devant des inclinations que son devoir est de combattre et non d'encourager.

En effet, les considérations de politique générale, les prévisions lointaines, les intérêts éloignés ne peuvent guère être du ressort des chambres. Les députés, par exemple, sont, pour la plupart, des hommes spéciaux, légistes, négociants, fonctionnaires, qui très-éminents quelquefois dans les diverses carrières qu'ils ont suivies, sont en général portés, par les doctrines régnautes, à contrôler le pouvoir, à le surveiller, à le restreindre, et à faire prévaloir dans

le gouvernement les idées d'économie et d'ordre, beaucoup plutôt qu'à se préoccuper des questions de politique étrangère, des alliances à former, des conflits à prévoir. Envoyés par les départements, représentant à un haut degré l'esprit de localité, très-ambitieux d'attirer sur leur arrondissement et sur leurs électeurs la rosée des grâces ministérielles, et obligés, en dépit même de la supériorité de leurs vues, de se conformer, jusqu'à un certain point, à l'esprit de ceux qui les ont envoyés, ils doivent en général se montrer beaucoup plus préoccupés des intérêts particuliers de la France, et plus avides d'obtenir quelques centimes de réduction sur l'impôt, que de voter des millions pour une entreprise dont les politiques de leur arrondissement n'apprécieraient peut-être pas aussi bien qu'eux l'importance nationale. La chambre des députés, c'est la bourgeoisie exerçant sa part des fonctions souveraines, et apportant, dans ces fonctions récemment conquises, les qualités et les défauts qui lui sont propres. Les qualités, on les connaît, c'est l'ordre, l'économie, l'amour de la paix, l'activité. Ses défauts qui tiennent à la date toute moderne de son avènement politique, c'est l'égoïsme et une certaine médiocrité dans les vues et dans les sentiments. Ceci n'est point un reproche, c'est un fait, et un fait qui ressort tout naturellement des antécédents historiques de la bourgeoisie. La bourgeoisie s'est affranchie elle-même, elle a tiré sa force de son travail et du temps. N'étant pas liée à la royauté, comme la noblesse, par un sentiment de fidélité chevaleresque, n'ayant pas charge d'âme comme la noblesse, ne devant pas, comme elle, protection et patronage au vilain, la bourgeoisie n'a jamais eu à songer qu'à elle-même; et l'on peut dire que, jusqu'à la révolution de juillet, qui l'a mise en possession, elle a été plus occupée à faire reconnaître ses droits qu'à les exercer. Entraînée sous l'empire par la force unique qui gouvernait toutes choses, jalousée et inquiétée sous la restauration, sa puissance officielle, reconnue, incontestée, ne date que de huit ans, et l'on sent encore dans le nouveau potentat les allures et les sentiments du parvenu. En envahissant le pouvoir, la bourgeoisie y a porté les qualités qu'elle possédait déjà; elle n'a pas encore eu le temps de s'approprier toutes celles que réclame la dignité de ses nouvelles fonctions.

Or, pendant que la chambre des députés discute et vote des chemins de fer, des canaux, des lois de douanes, pendant qu'elle travaille au bien-être matériel et à la prospérité intérieure du pays,

qui prendra souci des intérêts moraux de la France, de sa considération, de sa dignité? qui s'occupera d'assurer, par une politique extérieure, généreuse et forte, un long et honorable avenir à toute cette activité industrielle qu'une guerre européenne pourrait arrêter court au milieu de son développement? qui s'en occupera, si ce n'est le gouvernement, seul placé assez haut pour dominer les intérêts de localité, l'esprit de parcimonieuse économie, et pour initier les *députés des départements au sentiment d'unité française*?

Eh bien! il nous semble que, dans la discussion qui a eu lieu au sujet des affaires d'Espagne, le gouvernement s'est complètement démis de son rôle naturel. Au lieu de parler de dignité politique, d'alliance de principes, de prévoyance, d'avenir, il est venu lui-même égorger la politique sur l'autel de l'économie quand même et de la paix à tout prix; c'était, de gaieté de cœur, se faire la doublure de la chambre. Le gouvernement se plaint quelquefois du peu de ménagement qu'on lui témoigne, et de l'esprit d'envahissement de la chambre; les difficultés et les humiliations qu'il endure ne seraient-elles pas l'expiation et la conséquence de l'abandon qu'il a fait lui-même, à propos de l'Espagne, de son rôle, de sa mission, de son esprit?

Pour me résumer sur cette question d'Espagne que l'opinion fatiguée commence à délaisser, je crois :

Que la prolongation de la guerre civile en Espagne conduirait ce pays à une demi-barbarie honteuse pour la France et pour l'Europe;

Que les rivalités qui existent entre les provinces et l'Espagne, jointes à la crainte des réactions, empêcheront pour longtemps, pour jamais peut-être les Basques de se soumettre;

Que la France a le plus grand intérêt, commercialement et politiquement, à ne pas souffrir plus longtemps sur sa frontière le drapeau de D. Carlos;

Qu'en se portant médiatrice entre les provinces et Madrid pour la reconnaissance des *fueros*, et en appuyant ses négociations par une démonstration énergique, elle pourrait facilement amener la fin de la guerre;

Je crois enfin que l'Europe subirait en Espagne la décision concertée de la France et de l'Angleterre;

Et que, si le gouvernement prenait lui-même l'initiative, les

chambres, loin de l'entraver, lui rendraient en crédit, en considération, en discipline tout ce qu'il aurait gagné en énergie et en dignité.

Ce n'est point un vain désir de mouvement qui nous porte à faire des vœux pour l'intervention ; mais il serait, nous le croyons, d'une bonne politique de ne pas laisser les difficultés s'amonceler les unes sur les autres. Deux questions préoccupent déjà en ce moment la diplomatie européenne : la question belge et la question espagnole. Le désir universel qu'on a de conserver la paix a jusqu'ici prévenu tout conflit ; mais si les nuages qui se forment en Orient venaient à s'épaissir, si quelques-uns des hommes d'État ou des souverains sur lesquels repose la paix de l'Europe venaient à manquer, que faudrait-il pour engager une guerre générale ? et, dans ce cas, la France n'aurait-elle pas lieu de se repentir de n'avoir pas employé la paix dont elle jouit aujourd'hui à purger ses frontières et à étouffer un à un tous les germes de conflit.

Mais d'ailleurs, une fois à l'abri du côté de l'Espagne, et élevée dans l'estime de l'Europe par une politique modérée, mais ferme et hardie, la France pourrait peut-être beaucoup pour la paix du monde. Elle-même, après avoir marché, pendant des siècles, à la tête des nations guerrières, elle semble vouloir se frayer une nouvelle route ; l'industrie, les arts de la paix, l'affranchissement, non plus théorique, mais réel des classes pauvres par l'éducation et par le travail, la reconstitution définitive d'un pouvoir empreint d'un caractère plus conforme à ses nouvelles destinées ; que dirai-je ? l'espoir de voir un jour l'esprit religieux se poser au sommet de l'édifice et renouer entre le ciel et la terre des communications depuis trop longtemps interrompues, telles sont les brillantes perspectives que la France peut voir dès aujourd'hui s'ouvrir devant elle. C'est ce travail intérieur qui germe dans son sein pour l'exemple et le bonheur du monde, qu'il s'agit de protéger et de défendre contre les causes de trouble qui pourraient lui venir du dehors.

Tel est le sentiment que nous avons porté dans l'étude de la question espagnole, et qui nous fait désirer que la France intervienne pour terminer les maux intolérables d'une nation amie, et pour assurer le libre développement de ses propres destinées.

TABLE

LETTRE I.	7.
II.	14.
III.	22.
IV.	29.
V.	57.
VI.	45.
VII.	53.
VIII.	60.
IX.	67.
X.	De la noblesse espagnole; son importance politique et territoriale 75.
XI.	De la noblesse espagnole; son importance politique et territoriale 85.
XII.	Le clergé. — Les couvents 89.
XIII.	Le clergé. — Les couvents 97.
XIV.	L'hiver à Madrid 103.
XV.	Madrid 115.
XVI.	L'Escorial 122.
XVII.	Les courses de taureaux 150.
XVIII. 158.
XIX.	La Huerta de Valence 146.
XX. 154.
XXI.	La bourgeoisie constitutionnelle en Espagne 161.
XXII.	Les biens nationaux. — La dime 171.
XXIII.	La justice 181.
XXIV.	Chances de D. Carlos 190.
XXV.	Des chances d'établissement d'un gouvernement régulier. 198.
XXVI.	Conclusion 212.

FIN DE LA TABLE.

19

—



1128767

